

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

-----  
Présidence de la République  
-----

**Commission Nationale Anti-Corruption  
(CONAC)**  
-----

Tél : 22 20 37 27 / 22 20 37 32  
Fax : 22 20 37 30  
B.P : 33 200 Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

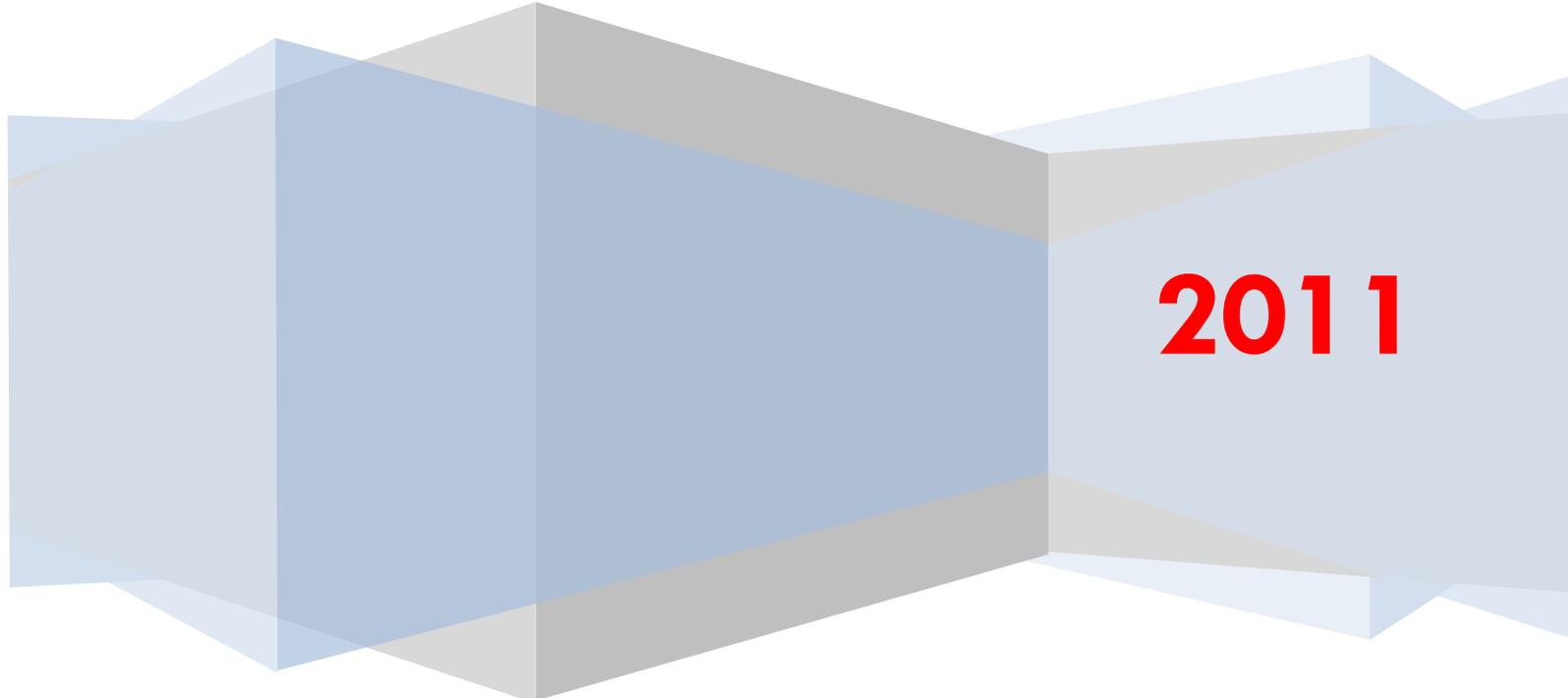
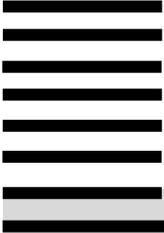
-----  
Presidency of the Republic  
-----

**National Anti-Corruption Commission  
(NACC)**  
-----

Http : [//www.conac-cameroun.net](http://www.conac-cameroun.net)  
Mailto: [infos@conac-cameroun.net](mailto:infos@conac-cameroun.net)



# **R** APPORT SUR L'ETAT DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN



**2011**



**« C'est la corruption qui, pour une large part, compromet la réussite de nos efforts. C'est elle qui pervertit la morale publique. Chacun (...) doit se sentir responsable de ce combat dans son domaine de compétence (...).**

**Le détournement de l'argent public, quelle qu'en soit la forme, est un crime contre le peuple qui se voit privé de ressources qui lui reviennent. Il doit donc être sanctionné avec la plus grande sévérité. »**

*Communication spéciale de S.E. Paul Biya, Président de la République du Cameroun, à l'occasion du Conseil Ministériel du 12 septembre 2007.*





## PREFACE

### L'URGENCE D'UNE CONSCIENCE ANTI-CORRUPTION

La vision du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, maintes fois exprimée depuis son accession à la Magistrature Suprême le 06 novembre 1982, est celle d'un Cameroun débarrassé de toutes les formes de corruption. Dans son message à la Nation le 31 décembre 2010, il l'a réitérée en ces termes : **« La corruption, toujours elle, sans cesse renaissante (...) s'est étendue, semble-t-il, aux Marchés Publics. Nous continuerons à la traquer sans pitié ».**

Créée par décret le 11 mars 2006, la Commission Nationale Anti-Corruption représente l'une des matérialisations les plus fortes de cette vision. Placée sous l'autorité du Président de la République, la CONAC est un organisme public indépendant chargé de contribuer à la lutte contre la corruption. Son action quotidienne repose sur des leviers organiques que sont la prévention et la communication, les études et la coopération et enfin, les investigations. Fortement empreinte de pédagogie, elle se nourrit de la triade : agir efficacement sur notre environnement, agir efficacement sur les groupes, agir efficacement sur les individus.

Son statut d'organe central de lutte contre la corruption impose à la CONAC d'assumer à la fois la pertinence de son existence, la responsabilité de la méthode pour l'atteinte des objectifs et par-dessus tout, le leadership dans sa tâche de mener toutes études ou investigations et de proposer toutes mesures de nature à prévenir ou juguler la corruption. Car il lui revient de proposer des réponses à la fois novatrices et durables qui, au-delà des symptômes, attaquent le mal à la racine.

Notre postulat : **c'est dans les esprits que naissent les pratiques de corruption. C'est, par conséquent, dans les esprits que doivent être semées et cultivées les graines de la lutte contre la corruption.** D'où le rôle moteur de la prévention - car prévenir vaut mieux que guérir- irriguée par les actions d'éducation, de sensibilisation et de vulgarisation des textes sur la lutte contre la corruption, vecteurs de l'émergence d'une conscience anti-corruption, elle-même porteuse des germes d'une culture anti-corruption seule à même de donner naissance à une société d'intégrité. Tout cela, bien entendu, va de pair avec les investigations pour une pédagogie d'exemplarité qui harmonise l'appel de la conscience et le respect des lois.



Face à l'ampleur du défi, une question revient de façon récurrente : que peut la CONAC dans un environnement où la corruption semble la règle et l'intégrité l'exception ? A cela, nous répondons : pouvons-nous commencer ? Car l'important, c'est de commencer : un pas, encore un pas, et ensemble, tenir comme gagné chaque pas. Parce que si nous ne faisons rien, il n'y aura jamais de résultat. La flamme que nous allumons aujourd'hui deviendra la sève nourricière de la foi des générations futures. L'option stratégique adoptée dès l'année 2009 à travers les contrôles physico-financiers et les audits des administrations publiques et parapubliques est appelée à se poursuivre et se consolider en vue d'une mise en œuvre optimale de l'outil PRECIS que recommande la *Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption* à savoir : *Prévention, Education, Conditions, Incitation et Sanction*.

La CONAC, créée par le Président Paul BIYA pour faire avancer la volonté de lutter contre la corruption, croit ardemment en ce combat salutaire susceptible de préserver le fruit vert de tout pourrissement, de soigner le fruit mûr à peine touché par la gangrène et d'écartier de la corbeille sociale le fruit totalement souillé, selon le mot de son tout premier Président, Paul TESSA, à qui nous tenons à rendre un hommage particulier.

Ce premier rapport participe de la mission spécifique de la CONAC de diffuser et de vulgariser les textes sur la lutte contre la corruption. En adressant mes vifs remerciements à tous les acteurs institutionnels et non institutionnels, ainsi qu'à tous les partenaires volontaires pour leurs contributions à sa réalisation, je formule le vœu qu'il apporte à l'opinion les premiers éclairages nécessaires à la compréhension des missions de la CONAC arrimées à la vision du Président Paul BIYA.

**Dieudonné MASSI GAMS**

*Président de la Commission  
Nationale Anti-Corruption*



# SOMMAIRE

<b>Carte du Cameroun</b>	iii
<b>Préface</b>	iv
<b>Abréviations, acronymes et sigles</b>	xi
<b>Liste des tableaux</b>	xv
<b>INTRODUCTION GENERALE</b>	1
<b>TITRE I REPERES FONDATEURS ET CONTEXTUALISATION</b>	5
<b>PREMIERE PARTIE LE CONTEXTE, LES ACTEURS ET LES MECANISMES PUBLICS DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN</b>	6
<b>Chapitre I : Le contexte et l'état des lieux de la lutte contre la corruption au Cameroun</b>	7
Section 1 : Le contexte national de la lutte contre la corruption	7
Section 2 : Le Cameroun dans l'environnement international de la lutte contre la corruption	13
<b>Chapitre II : Les acteurs et les mécanismes publics de la lutte contre la corruption au Cameroun</b>	17
Section 1 : Les acteurs de la lutte contre la corruption au Cameroun	17
Section 2 : Les mécanismes publics de la lutte contre la corruption	20
<b>DEUXIEME PARTIE LA CONAC, ORGANE CENTRAL DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN</b>	22
<b>Chapitre I : Présentation de la CONAC</b>	23
Section 1 : L'historique, les missions, l'organisation et le fonctionnement	23
Section 2 : Le Plan Gouvernemental de Lutte Contre la Corruption : dorsale d'action de la CONAC	27
<b>Chapitre II : Les activités opérationnelles de la CONAC et les stratégies sectorielles de lutte contre la corruption</b>	32
Section 1 : Les activités opérationnelles de la CONAC	32
Section 2 : Les stratégies sectorielles de lutte contre la corruption	40
<b>TROISIEME PARTIE LA GOUVERNANCE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : champ d'application du Plan Gouvernemental de Lutte contre la Corruption</b>	52



<b>Chapitre I : Les départements ministériels dans le processus de lutte contre la corruption</b>	55
Section 1 : Les ministères de souveraineté	55
Section 2 : Les ministères chargés des activités économiques et financières	61
Section 3 : Les ministères sociaux	69
<b>Chapitre II : Les mesures administratives et les poursuites judiciaires</b>	84
Section 1 : Les mesures administratives	84
Section 2 : Les poursuites judiciaires	87
<b>QUATRIEME PARTIE LES AUTRES PARTENAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	92
<b>Chapitre I : L'Agence Nationale d'Investigation Financière dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme</b>	93
Section 1 : Les actions de formation, de sensibilisation et de coopération	93
Section 2 : Les missions d'investigation	94
Section 3 : Les recommandations	96
<b>Chapitre II : Les Organisations de la Société Civile dans la lutte contre la corruption</b>	97
Section 1 : Le GICAM face au commerce illicite	97
Section 2 : Les activités des autres ONG	98
<b>TITRE II CAP SUR L'OPERATIONNALITE</b>	104
<b>PREMIERE PARTIE L'AMELIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL</b>	105
<b>Chapitre I : La participation de la CONAC à l'examen du projet de décret relatif à la déclaration des biens et avoirs</b>	106
Section 1 : Les fondements constitutionnels	106
Section 2 : Les travaux du Comité interministériel	106
<b>Chapitre II : La participation de la CONAC à l'examen du projet de loi portant prévention et répression de la corruption et des infractions assimilées</b>	108
Section 1 : La composition et le fonctionnement du Comité interministériel <i>ad hoc</i>	108
Section 2 : De la refonte du décret portant organisation et fonctionnement de la CONAC	109
<b>Chapitre III : La participation de la CONAC à l'examen du projet de Code des Marchés Publics</b>	113
Section 1 : De l'objet et de la composition des ateliers	113



Section 2 : Des modifications proposées au projet de Code des Marchés Publics	114
<b>DEUXIEME PARTIE L'EXPLOITATION DES DENONCIATIONS ET DES INFORMATIONS</b>	117
<b>Chapitre I : Les investigations de la CONAC dans les trésoreries générales de la République</b>	118
Section 1 : Les observations générales	118
Section 2 : Les constats spécifiques	129
Section 3 : Les recommandations	134
<b>Chapitre II : La mission de vérification des informations relatives au détournement des fonds destinés à l'exécution du projet Mais</b>	138
Section 1 : Le déroulement de la mission	138
Section 2 : Les constats et les analyses	139
Section 3 : Les cas de prévarication	150
Section 4 : Recommandations	151
<b>Chapitre III : L'enquête de la mission de recoupement des allégations de corruption à la Fédération Camerounaise de Rugby</b>	156
Section 1: L'analyse des auditions et des constats	156
Section 2: Les difficultés rencontrées	158
Section 3: Les recommandations	158
<b>TROISIEME PARTIE LA COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	160
<b>Chapitre I : La coopération nationale et les relations avec les partenaires au développement</b>	161
Section 1 : La coopération nationale	161
Section 2 : Les relations avec les partenaires au développement	162
<b>Chapitre II : La participation aux réunions internationales</b>	166
Section 1 : La rencontre de Kigali	166
Section 2 : Les rencontres de Vienne	167
Section 3 : La réunion de Doha	168
Section 4 : La rencontre de Macao	169
<b>QUATRIEME PARTIE LE RENFORCEMENT DES ACTIVITES DE PREVENTION ET DE COMMUNICATION</b>	172
<b>Chapitre I : Les stratégies sectorielles de lutte contre la corruption</b>	173
Section 1: Le séminaire sur l'amélioration de l'image de marque du Cameroun par les médias	173
Section 2: Le forum sur la lutte contre la corruption dans le milieu des affaires	178



<b>Chapitre II : Les activités de communication</b>	193
Section 1 : Le plan de communication de la CONAC	193
Section 2 : La consolidation du microprogramme ESPACE CONAC et la mise à jour du site internet	197
<b>TITRE III LES GRANDES ACTIONS ET LES GRANDES REALISATIONS DE LA CONAC</b>	201
<b>PREMIERE PARTIE L'ELABORATION DE LA CHARTE DE LA COALITION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CCNLCC)</b>	202
<b>Chapitre I : L'objectif de la Coalition et le rôle des acteurs</b>	203
Section 1 : L'objectif de la Coalition	203
Section 2 : Les acteurs de la Coalition et leur rôle	203
<b>Chapitre II : Les valeurs et les principes de la Coalition</b>	205
Section 1 : Les valeurs fondamentales de la Coalition	205
Section 2 : Les principes de la Coalition	205
<b>Chapitre III : Le fonctionnement de la Coalition, les droits et les obligations des membres</b>	206
Section 1 : Le fonctionnement et les critères d'adhésion	206
Section 2 : Les droits et les obligations des membres	207
<b>DEUXIEME PARTIE L'ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (SNLCC)</b>	209
<b>Chapitre I : La Vision, les objectifs et les enjeux</b>	210
Section 1 : L'énoncé de la vision de la SNLCC	210
Section 2 : Les objectifs de la SNLCC	210
Section 3 : Les enjeux de la SNLCC	211
<b>Chapitre II : Le processus d'élaboration de la Stratégie</b>	212
Section 1 : Le calendrier	212
Section 2 : Le mécanisme d'élaboration	212
<b>Chapitre III : Le cadre méthodologique de la Stratégie</b>	214
Section 1 : Les piliers d'intégrité et la dynamique sectorielle	214
Section 2 : L'outil de construction de la SNLCC et l'approche participative	215
<b>TROISIEME PARTIE L'ELABORATION DU PROGRAMME NATIONAL D'EDUCATION A L'INTEGRITE (PNEI)</b>	218



<b>Chapitre I : Le contexte global et la problématique du PNEI</b>	219
Section 1 : Le contexte global	219
Section 2 : La problématique du PNEI	220
<b>Chapitre II : L'enjeu, la finalité et le processus d'élaboration du PNEI</b>	221
Section 1 : L'enjeu et la finalité du PNEI	221
Section 2 : Le processus d'élaboration du PNEI	222
<b>Chapitre III : Le contenu et les recommandations générales du PNEI</b>	225
Section 1 : Le contenu du PNEI	225
Section 2 : Les recommandations générales	226
<b>QUATRIEME PARTIE LES CONTROLES PHYSICO-FINANCIERS, LES AUDITS ET LES STATISTIQUES</b>	228
<b>Chapitre I : Les contrôles physico-financiers des projets financés sur fonds publics</b>	229
Section 1 : Les travaux de construction de la route Ayos-Bonis	229
Section 2 : Les travaux de construction d'un bloc pédagogique et d'un laboratoire spécialisé à la Faculté des Sciences Médicales de l'Université de Buéa	239
<b>Chapitre II : Les audits</b>	241
Section 1 : L'audit de la Campost	241
Section 2 : Les contrôles des Commissions de Passation des Marchés du Ministère des Travaux Publics, du Ministère de l'Education de Base, de la Communauté Urbaine de Douala et auprès des Régions du Sud et du Sud-Ouest	246
<b>Chapitre III: Les statistiques en 2008, 2009 et 2010</b>	259
Section 1 : Les statistiques relatives à la corruption	259
Section 2 : Les statistiques relatives aux infractions assimilées	260
<b>CONCLUSION GENERALE</b>	261
<b>Table des matières</b>	265



## ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

**ACDIC** : Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs  
**AFD** : Agence Française de Développement  
**AFRISEM** : Afrique Semences  
**AIMF** : Association Internationale des Maires Francophones  
**ANEMCAM** : Association Nationale des Etablissements de Microfinance du Cameroun  
**ANIF** : Agence Nationale d'Investigation Financière  
**APE** : Accords de Partenariat Economique  
**APE** : Association des Parents d'Elèves  
**APECCAM** : Association des Professionnels des Etablissements de Crédit du Cameroun  
**ARMP** : Agence de Régulation des Marchés Publics  
**Art.** : Article  
**ASAC** : Association des Sociétés d'Assurances du Cameroun  
**AVZ** : Agent de Vulgarisation de Zone  
**BID** : Banque Islamique de Développement  
**BIP** : Budget d'Investissement Public  
**CAMAIR** : Cameroon Airlines  
**CAMPOST** : Cameroon Postal Services  
**CAPAM** : Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier  
**CCIMA** : Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat  
**CCLCPEES** : Cellule Centrale de Lutte contre la Corruption et de Promotion de l'Ethique dans l'Enseignement Supérieur  
**CCNLCC** : Charte de la Coalition Nationale de Lutte Contre la Corruption  
**CEA** : Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique  
**CEMAC** : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale  
**CENEEMA** : Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole  
**CETIC** : Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial  
**CFAO** : Compagnie Française d'Afrique Occidentale  
**CHOC** : Changer d'Habitudes, s'Opposer à la Corruption  
**CIG** : Common Initiative Group  
**CLC** : Cellule de Lutte contre la Corruption  
**CMLCC** : Cellule Ministérielle de Lutte Contre la Corruption  
**CNCC** : Convention des Nations-Unies Contre la Corruption  
**CNI** : Carte Nationale d'Identité  
**COBAC** : Commission Bancaire d'Afrique Centrale  
**COMICODI** : Commission Indépendante Contre la Discrimination et la Corruption  
**CONAC** : Commission Nationale Anti-Corruption  
**CPFF** : Centre de Promotion de la Femme et de la Famille  
**CPLC** : Cellule de Prévention et de Lutte contre la Corruption  
**CPM** : Commission de Passation de Marchés  
**CPSA** : Comités Paritaires de Sélection des Appuis  
**CRTV** : Cameroon Radio Television  
**CSCM** : Commission Spécialisée de Contrôle des Marchés  
**CUA** : Commune Urbaine d'Arrondissement  
**DAG** : Direction des Affaires Générales



**DAO** : Dossier d'Appel d'Offres  
**DECC** : Direction des Examens, des Concours et de la Certification  
**DFOP** : Direction de la Formation et de l'Orientation Professionnelle  
**DGSN** : Délégation Générale à la Sûreté Nationale  
**DIT** : Douala International Terminal  
**DNSOS** : Direction des Normes et du Suivi des Organisations Sportives  
**DRFM** : Direction des Ressources Financières et du Matériel  
**DRMO** : Direction de la Régulation et de la Main-d'œuvre  
**DSCE** : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi  
**ECOSOC**: Economic and Social Council  
**ESSTIC** : Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication  
**FEIA** : Forum Economique International de l'Afrique  
**FENASSCO** : Fédération Nationale des Sports Scolaires  
**FNE** : Fonds National de l'Emploi  
**FR** : Fonds de Roulement  
**GABAC** : Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale  
**GIC** : Groupement d'Initiative Commune  
**GICAM** : Groupement Inter-Patronal du Cameroun  
**GICAMINES** : Groupe d'Initiatives Communes des Artisans Miniers  
**GPS**: Global Positioning System  
**GSM**: Global System For Mobile Communications  
**HYSACAM** : Hygiène et Salubrité du Cameroun  
**IDA** : International Development Association  
**INJS** : Institut National de la Jeunesse et des Sports  
**INTOSAI** : Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques  
**IPC** : Indice de Perception de la Corruption  
**ISA** : International Standards on Auditing  
**ISSAIS** : Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques  
**JDM** : Journal des Marchés  
**MAEP** : Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs  
**MINADER** : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
**MINAS** : Ministère des Affaires Sociales  
**MINATD** : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation  
**MINCOMMERCE** : Ministère du Commerce  
**MINCULT** : Ministère de la Culture  
**MINDAF** : Ministère des Domaines et des Affaires Foncières  
**MINDEF** : Ministère de la Défense  
**MINDUH** : Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat  
**MINEDUB** : Ministère de l'Education de Base  
**MINEE** : Ministère de l'Energie et de l'Eau  
**MINEFOP** : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle  
**MINEP** : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature  
**MINEPAT** : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire  
**MINEPIA** : Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales  
**MINESEC** : Ministère des Enseignements Secondaires  
**MINESUP** : Ministère de l'Enseignement Supérieur



**MINFOF** : Ministère des Forêts et de la Faune  
**MINFOPRA** : Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative  
**MINIMIDT** : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique  
**MINJEUN** : Ministère de la Jeunesse  
**MINJUSTICE** : Ministère de la Justice  
**MINPOSTEL** : Ministère des Postes et Télécommunications  
**MINPROFF** : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille  
**MINRESI** : Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation  
**MINREX** : Ministère des Relations Extérieures  
**MINSANTE** : Ministère de la Santé Publique  
**MINSEP** : Ministère des Sports et de l'Education Physique  
**MINTP** : Ministère des Travaux Publics  
**MINTRANS** : Ministère des Transports  
**MINTSS** : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale  
**MO** : Maître d'Ouvrage  
**MPE** : Mobilisation, Participation, Engagement  
**OAPI** : Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle  
**OHADA** : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires  
**OI** : Observateur Indépendant  
**OMC** : Organisation Mondiale du Commerce  
**OMD** : Objectifs du Millénaire pour le Développement  
**ONEFOP** : Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle  
**ONG** : Organisation Non Gouvernementale  
**OSC** : Organisations de la Société Civile  
**PADC** : Programme d'Appui au Développement Communautaire  
**PAMOFPE** : Programme d'Amélioration de l'Offre de Formation Professionnelle pour l'Emploi  
**PARFAR** : Projet d'Amélioration du Revenu Familial Rural  
**PDU** : Plan Directeur d'Urbanisation  
**PGLC** : Plan Gouvernemental de Lutte Contre la Corruption  
**PIAASI** : Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel  
**PNA** : Programme National d'Alphabétisation  
**PNAFM** : Programme National d'Appui à la Filière Maïs  
**PNDP** : Programme National de Développement Participatif  
**PNEI** : Programme National d'Education à l'Intégrité  
**PNG** : Programme National de Gouvernance  
**PNUD** : Programme des Nations-Unies pour le Développement  
**Ppte** : Pays Pauvres Très Endettés  
**PRECIS** : Prévention, Education, Conditions, Incitation, Sanction  
**PV** : Procès-verbal  
**SA** : Société Anonyme  
**SARL** : Société à Responsabilité Limitée  
**SAR-SM** : Section Artisanale Rurale – Section Ménagère  
**SC** : Société Civile  
**SED** : Secrétariat d'Etat à la Défense  
**SIL** : Section d'Initiation au Langage  
**SNH** : Société Nationale des Hydrocarbures  
**SNI** : Société Nationale d'Investissement



**SNLCC** : Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption

**SOCADA** : Société Camerounaise pour le Développement d'Automobile

**SUMOCA** : Summit Motors Cameroon

**TCP** : Télé centre Communautaire Polyvalent

**TGI** : Tribunal de Grande Instance

**TI** : Transparency International

**TI-C** : Transparency International - Cameroon

**TPI** : Tribunal de Première Instance

**TRADEX** : Société de Trading et d'Exportation de Pétrole Brut et de Produits Pétroliers

**UJC** : Union des Journalistes du Cameroun

**VPN** : Virtual Private Network



## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau n°1</b> : Rapport des activités de la Cellule Centrale de Lutte Contre la Corruption du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les années 2007 et 2008	77
<b>Tableau n°2</b> : Liste des départements ministériels ou structures administratives ayant sanctionné diverses malversations et actes de corruption des agents de l'Etat	84
<b>Tableau n°3</b> : Liste des départements ministériels ayant engagé des poursuites judiciaires contre les agents de l'Etat indécents	88
<b>Tableau n°4</b> : Procédures enclenchées dans le cadre de l'opération d'assainissement de la morale publique	89
<b>Tableau n°5</b> : Répartition des affaires transmises à la Justice par l'ANIF	95
<b>Tableau n°6</b> : Rangs occupés par le Cameroun de 1998 à 2008 dans l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International	102
<b>Tableau n°7</b> : Les cas d'effraction dans les postes comptables des Trésoreries Générales	118
<b>Tableau n°8</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière du Centre	120
<b>Tableau n°9</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière de l'Adamaoua	123
<b>Tableau n°10</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière de l'Extrême-Nord	123
<b>Tableau n°11</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière du Sud	124
<b>Tableau n°12</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière du Littoral	125
<b>Tableau n°13</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière de l'Est	125
<b>Tableau n°14</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière du Nord-Ouest	126
<b>Tableau n°15</b> : Etat des déficits dans la circonscription financière du Sud-Ouest	127
<b>Tableau n°16</b> : Etat récapitulatif des déficits par région	128
<b>Tableau n°17</b> : Etat des déficits qualifiés de crimes contre la fortune publique	131
<b>Tableau n°18</b> : Situation de la subvention dans les 97 GIC et associations enquêtés	147
<b>Tableau n°19</b> : Liste provisoire des personnes suspectées de détournement dans le cadre du Programme Maïs	149
<b>Tableau n°20</b> : Comparaison des données de l'ACDIC et de celles recueillies par la CONAC	153
<b>Tableau n°21</b> : Récapitulatif des cas de corruption traités par la CONAC au cours des années 2008, 2009 et 2010	259
<b>Tableau n°22</b> : Récapitulatif des cas d'infractions assimilées à la corruption traités par la CONAC au cours des années 2008, 2009 et 2010	260